

02. Quelles doivent être les missions de l'École, à l'heure de l'Europe et pour les décennies à venir ?

La première mission de l'école est d'instruire, de faire transmettre des connaissances, de donner un niveau minimum à la majorité des élèves. Il faut donc garder une éducation nationale, des programmes nationaux.

La deuxième mission de l'école est d'éduquer, rôle dont les parents sont évidemment partie prenante. Cette mission ne peut se faire que si élèves, parents et professeurs travaillent dans le même sens.

La réussite scolaire des élèves passe par certaines acquisitions telles que la lecture, l'écriture, le calcul mais aussi un certain nombre de règles de vie.

13. Comment prendre en charge les élèves en grande difficulté ?

Pour aider les élèves en difficulté, il faut :

- maintenir (voire veiller à les rétablir) des passerelles entre les différents "parcours" scolaires,
- permettre aux élèves de pouvoir changer de filières,
- permettre un accès à la préparation de CAP à la sortie de la classe de 5^{ème},
- maintenir une hétérogénéité relative à l'intérieur des classes,
- veiller à ce que les élèves les plus en difficulté puissent bénéficier d'un enseignement soutenu dans des matières fondamentales, quitte à ne pas leur "offrir" la possibilité d'accéder à l'enseignement d'une seconde langue vivante ou à l'apprentissage d'une langue morte
- réduire l'effectif des classes pour permettre aux professeurs de déceler et de remédier en partie aux difficultés des élèves.

15. Comment lutter efficacement contre la violence et les incivilités ?

Nombreux sont les parents qui ont des difficultés à éduquer leurs enfants. Ceux-ci devraient pouvoir trouver une aide auprès de spécialistes tels qu'assistantes sociales, infirmières, médecin scolaire ou psychologues.

Pour ce faire, il est indispensable que leur présence soit effective et à temps plein dans les établissements scolaires.

Il est nécessaire d'officialiser une fonction de relation entre les parents élus au conseil d'administration et les familles qui éprouvent des difficultés à encadrer leur enfant, ces parents, ainsi reconnus, pourraient expliquer les raisons des sanctions prises à l'encontre de leur enfant.

Ces médiateurs feraient le lien entre le collège et ses familles.

Plus de moyens humains doivent permettre de redonner un sens à l'école et au savoir, mettre en place une prévention efficace, prendre le temps d'expliquer certaines "notions morales" et le respect.

Plus de moyens en dotation horaire permettra un meilleur encadrement des élèves.

utilité d'un "enième grand débat" si l'on n'a pas les moyens ?

Le Ministère de l'Education Nationale organise un "enième grand débat" sur l'École avant le vote d'une loi en 2004 avec l'obligation d'aboutir à un "diagnostic commun".

Or, pour qu'une telle discussion eût un sens et fût efficace – indépendamment de la bonne volonté des animateurs – sans doute aurait-il fallu d'abord que les protestations et les revendications du monde enseignant soient écoutées et entendues en mai-juin dernier au lieu d'être simplement méprisées et sévèrement sanctionnées par des ponctions financières écrasantes. Il aurait fallu, ensuite, que les conclusions ne soient pas déjà pratiquement tirés avant tout débat :

- Pas de crédits supplémentaires pour l'Education Nationale,
- Suppression de 13 000 postes dans le second degré,
- Recrutements insuffisants,
- Justification de la perte du pouvoir d'achat,
- Redéfinition des services,
- Bivalence de certains enseignements,
- Décentralisation accrue.

De nombreux enseignants ont donc le sentiment que tout est déjà joué, qu'ils sont conviés à une pseudo-concertation sans enjeu bénéfique majeur, non seulement pour eux, mais aussi pour les élèves.

Jamais l'intérêt des maîtres pour l'école n'a été aussi grand, mais beaucoup d'entre eux constatent qu'ils sont seulement l'objet d'une manœuvre médiatique sous couvert de démocratie qui ne débouchera donc sur rien de positif.